

Décès de Jacques Fournier, défenseur convaincu du service public, ancien président de la SNCF

«Nous perdons un éminent serviteur de l'État et un homme de conviction», a réagi l'ex-ministre socialiste Jean-Pierre Chevènement.

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 56 minutes,
Mis à jour il y a 11 minutes



Jacques Fournier en 2001. Olivier MORIN / AFP

Jacques Fournier, qui fut secrétaire général du gouvernement sous François Mitterrand et président de Gaz de France puis de la SNCF de 1988 à 1994, est décédé samedi dans sa 93^{ème} année, a appris l'AFP auprès du groupe ferroviaire. *«Il fut un grand président de la SNCF, un grand artisan de la décentralisation et de la régionalisation de l'entreprise. Un homme d'une grande humanité qui a incarné et défendu le service public "à la française"»*, a salué Jean-Pierre Farandou, l'actuel PDG du groupe ferroviaire public, dans une déclaration écrite à l'AFP.

À découvrir

→ [NOTRE SIMULATEUR - Êtes-vous bien payé ?](#)

«*Nous perdons un éminent serviteur de l'État et un homme de conviction*», a réagi l'ex-ministre socialiste Jean-Pierre Chevènement, ancien animateur du CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste) - le courant gauche du PS - auquel avait appartenu également Jacques Fournier.

Secrétaire général du gouvernement sous Mitterrand

Né à Épinal le 5 mai 1929 dans les Vosges, Jacques Fournier était diplômé de Sciences et ancien élève de l'ENA (1951 à 1953). Conseiller d'État, il est l'auteur, avec Nicole Questiaux, d'un volumineux *Traité du social* (1976) qui a formé des générations d'étudiants. Il adhère au PS au moment du fameux Congrès d'Épinay de juin 1971 qui voit François Mitterrand prendre le pouvoir au Parti socialiste avec le soutien notamment du CERES.

En 1982, le président François Mitterrand le nomme secrétaire général du gouvernement, fonction qu'il occupe jusqu'en 1986. Il préside ensuite l'entreprise publique Gaz de France de 1986 à 1988 avant de prendre la tête d'une SNCF traumatisée au lendemain des accidents de la gare de Lyon (56 morts) et de la gare de l'Est (1 mort).

Sous la présidence de Jacques Fournier, le TGV Atlantique est prolongé jusqu'au Mans. Ce train bat un nouveau record de vitesse à 513,3 km/h, le 18 mai 1990. En 1991, l'adoption d'une directive européenne introduit la concurrence pour le rail. «*Nous avons toujours partagé, au-delà de vues parfois différentes, une communauté de pensée fondée sur l'exigence de justice sociale, le service de l'intérêt général, le sens de l'État*», écrit Jean-Pierre Chevènement dans un communiqué.